



Communiqué des groupes EELV Beaujolais et Azergues

Une opposition ferme au projet LGV à travers le Beaujolais

Le projet de ligne TGV nord-sud baptisé « POCL » est désormais supposé traverser nos territoires de la haute Azergues et du sud du Beaujolais. Ce projet, dangereux en l'état, doit être abandonné pour plusieurs raisons :

Des raisons globales :

- Le projet repose sur l'analyse erronée d'une augmentation forte et continue du trafic, hypothèse remise en question par l'inéluctable évolution de notre société vers un développement plus durable : faible croissance ou croissance verte, économies de proximité, taxation des transports lointains, coût de l'énergie.
- RFF (Réseau Ferré de France) reconnaît que cet investissement monstrueux (de l'ordre de 15 milliards d'euros) ne sera jamais rentabilisé et ne le prendra à sa charge que pour la petite part estimée rentable (sur la base de projections optimistes). Le reste est supposé être couvert par les collectivités locales déjà exsangues, c'est-à-dire, au bout du compte, par les citoyens contribuables.

Des raisons techniques et logistiques :

- La ligne Paris Lyon existante peut et doit bénéficier des améliorations techniques (notamment en matière de signalétique) lui permettant d'intensifier significativement le trafic.
- Le choix de rabattre la LGV envisagée sur Lyon (au lieu de la poursuivre vers le sud) se heurte à la saturation structurelle du nœud lyonnais pour laquelle aucun investissement majeur n'est programmé dans les prochaines années.

Des raisons locales écologiques et sociétales :

- La traversée de nos territoires (entre Roanne et Montanay) se ferait sans aucun bénéfice local (pas de gare TGV prévue) et servirait prioritairement les intérêts d'une minorité d'utilisateurs (notamment cadres d'entreprises) en leur faisant gagner une poignée de minutes sur leurs déplacements professionnels.
- A l'inverse, les dessertes Roanne Lyon et Lyon - Paray le Monial - Orléans par TER,

d'intérêt local évident, perdraient drastiquement en fréquence du fait de la ligne TGV et souffriraient encore davantage de manque d'investissement.

- Ce projet détruirait massivement un environnement touristique et agricole de qualité. Le redéploiement de l'économie locale en crise ne peut s'envisager que dans la diversification agricole, l'innovation viticole, la mise en valeur du patrimoine touristique (Pierres dorées par exemple), l'engagement dans une approche globale durable.
- L'assèchement pour longtemps des possibilités de financement public en matière de transport empêcherait de rénover les infrastructures locales (TER par exemple), de réhabiliter des lignes locales abandonnées (Lyon Trévoux par exemple), de densifier le réseau local, de développer et favoriser des approches durables : parkings d'approche, covoiturage, pistes cyclables, transport à la demande...
- Dans plusieurs communes, les conseils municipaux ont voté une résolution contre le projet. Le mouvement s'amplifie. Il ne paraît pas raisonnable de poursuivre un projet qui rencontre la désapprobation des citoyens et de leurs représentants.

Le gouvernement conscient de l'impossibilité de financer l'ensemble des projets d'infrastructure envisagés pour les 20 années à venir, a décidé de revoir à la baisse le Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT). Une commission a été nommée par le ministre des transports et doit rendre ses conclusions dans 5 mois.

Il est temps de faire connaître l'opposition de la population locale à ce projet insensé de ligne TGV POCL et de tout faire pour que l'argent public soit concentré sur des investissements utiles au plus grand nombre.

Il est temps de rappeler que le SNIT est supposé (cf son préambule):

- Optimiser le système de transport existant pour limiter la création de nouvelles infrastructures
- Améliorer les performances du système de transport dans la desserte des territoires
- Améliorer les performances énergétiques du système de transport
- Réduire l'empreinte environnementale des infrastructures et équipements de transport.

Europe Ecologie les Verts confirme son opposition résolue au projet POCL, appelle la population à manifester son refus de cet investissement déraisonnable, et demande à la commission de recommander la sortie du projet POCL du SNIT.

Pour EELV, le 27 novembre 2012 :

Le référent du groupe Beaujolais, Thierry Girardot

Le porte-parole du Groupe Beaujolais, Vincent Meyer

Le référent du Groupe Azergues, Pascal Terrier

Le porte-parole du Groupe Azergues, Jean Yves Sauce